



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Le Préfet des Côtes d'Armor

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA  
PROTECTION DES POPULATIONS  
PRÉVENTION DES RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX

## Rapport à soumettre à l'avis du CODERST

Transmis le 9 septembre 2014

Dossier suivi par : MARC Anthony  
Suivi administratif : BAUDET Marie  
Thérèse

### IDENTIFICATION DU PETITIONNAIRE :

Nom ou raison sociale : **Madame DELISLE Dominique**  
Adresse : LE GUERGLAS - 22170 LANRODEC

**N° de dossier : 947-2** **N° ICARE : 20031117**

**Type de dossier :** Restructuration interne

**Régime :** Autorisation

**Date de dépôt :** ouvert le : 29/04/2014

**Objet de la demande :** Restructuration interne d'un élevage avicole et mise à jour de la gestion des déjections.

### SITUATION DE L'INSTALLATION :

N° EDE : 22116023  
N° SIRET : 34972420300014  
N° PACAGE : 022040943  
IED : Oui

### Effectifs de l'élevage concernés par l'installation classée :

Site concerné	Type Animal	Autorisé	Aut Eq	Régularisé	Créé/Supprimé	Final	Equivalents
LE GUERGLAS - LANRODEC	Poulet léger	54000	54000	0	0	0	0
LE GUERGLAS - LANRODEC	Coquelet : Standard	0	0	0	72000	72000	54000
<b>Total</b>			<b>54000</b>				<b>54000</b>

### Nomenclature installations classées :

Nomenclature	Nombre d'animaux	Nombre d'emplacements	Nombre d'Animaux - Equivalents
Nomenclature rubrique : 2111-1 - Type : Volailles	72 000		54 000
Nomenclature rubrique : 3660 a) – Type : Elevage intensif de volailles	72 000	72 000	

### Site(s) de l'exploitation :

Site Principal	Site	Commune	Canton	En ex-ZAC	En ex-ZES(seuil traitement à 20000kg)	En ZAR	Ancien Seuil traitement	Ancien Seuil épandage	Ancien Sous Plafond
oui	LE GUERGLAS	LANRODEC	PLOUAGAT	oui	oui	oui	12500	75	40

### Gestion des déjections :

\* Capacités de stockage :

Capacités de stockage	Existante	Min. Règl.	Projetée	TOTAL	DUREE
Capacités des fumières	0		105	105	2,6

Stockage au champ : oui

**\* Plan d'épandage :**

Type exploitant	Nom Adresse	Surface totale	SPE Cultures	SPE Prairies	SPNE	SRD	Pétitionnaire	Prêteur	Autre	Pression Organique en P205 sur SRD	Pression Organique en N sur SAU
Demandeur	DELISLE Dominique - LE GUERGLAS LANRODEC	5,5	5,3	0	0	5,3	339		0	94	62
Prêteur	EARL L'HELIAS JACQUES - 16 Bis COZ FORN PLOUMAGOAR	122,2	75,09	33,7	10,9	119,69	4884	9999	0	77	122
Prêteur	EARL DU HETRE - Goas Faven LANRODEC	60,7	36,1	19,8	3,9	59,8	1865	7567	0	95	155
Prêteur	LE GOAS Gerard - RUSCOLAN LANRODEC	52,9	45,8	3,1	0	48,9	3472	0	2212	95	107
<b>Total</b>							<b>10560</b>				

**\* Bilan sur l'exploitation du demandeur :**

	Azote	Phosphore
Réduction Biphase	0	0
<b>Organique Produit</b>	<b>10560</b>	<b>10080</b>
Modification mode production	0	0
<b>Organique à Gérer</b>	<b>10560</b>	<b>10080</b>
dont non maîtrisable	0	0
dont maîtrisable	10560	10080
Epandu chez des tiers	10221	9582
Azote échangé (import-export)	0	0
Transfert	0	0
Traitement	0	0
<b>Reste exploitation</b>	<b>339</b>	<b>498</b>
Reçu sur terres MAD	0	0
Pression organique sur SRD	64	94
<b>Pression Organique sur SAU</b>	<b>62</b>	<b>91</b>
Engrais minéral	432	0
Total organique + minéral épandu	771	498
<b>Pression totale sur SAU</b>	<b>140</b>	<b>91</b>

**Contexte de l'élevage :**

**\* Distance par rapport aux tiers :**

+ 100 mètres

**\* Distance par rapport aux points d'eau :**

- cours d'eau : + 35 mètres

- forage de l'exploitation : 5 mètres du P2 - Forage existant

**AVIS DU SERVICE RAPPORTEUR AU CODERST**

**Objet de la demande :**

Le dossier présenté à l'instruction par Madame DELISLE Dominique a pour objet :

- la restructuration interne d'un atelier avicole de volailles de chair avec l'augmentation du nombre d'emplacements mais sans augmentation du nombre d'animaux-équivalents sur l'installation, à surface de bâtiment constante;

- la création d'une dalle bétonnée d'une surface de 105 m<sup>2</sup> destinée à stocker les fumiers avant leur épandage.
- la mise à jour du mode de gestion des déjections produites sur l'exploitation.

## **Historique :**

Madame DELISLE Dominique bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 17 juin 2003, pour l'exploitation d'un élevage avicole d'une capacité maximale de 54 000 animaux-équivalents ou 54 000 emplacements répartis en 54 000 poulets légers. Il faut noter que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2003 a été délivré après une enquête publique qui a été réalisée du 8 janvier au 8 février 2002.

Le pétitionnaire prévoyait, dans son dossier annexé à son arrêté préfectoral d'autorisation du 17 juin 2003, une production maximale de 378 000 poulets légers (7 bandes de 54 000 poulets).

La production globale d'azote organique autorisée sur l'installation était de 9 450 unités par an.

Le plan de gestion des déjections présent dans le dossier prévoyait l'épandage des fumiers produits sur les terres du pétitionnaire ainsi que sur les terres de 3 prêteurs. Au total, le plan d'épandage avait une surface de 276.01 Ha de SAU pour 260.48 Ha de SDN. 46 221 UN étaient épandus sur les 276.01 Ha de SAU du plan d'épandage pour une pression moyenne en azote total de 167.4 UN/Ha.

Le pétitionnaire dispose de 2 poulaillers d'une surface unitaire de 1 000 m<sup>2</sup> soit un total de 2 000 m<sup>2</sup> de surface d'élevage.

## **Evolutions apportées au fonctionnement de l'installation :**

### 1) Restructuration interne de l'atelier avicole :

La conduite qui était jusqu'à présent définie dans le dossier installation classée du pétitionnaire prévoyait uniquement l'élevage de poulets légers pour un cheptel maximum à la mise en place de 54 000 poulets légers soit 54 000 animaux-équivalents. En effet, au moment de la rédaction de l'arrêté préfectoral de l'exploitant, la rubrique 2111 de la nomenclature des installations classées prévoyait un coefficient de 1 animal-équivalent pour les poulets légers. Le coefficient applicable est, au moment de l'instruction de la présente demande, de 0.85 animal-équivalent pour un poulet léger. 54 000 poulets légers représentent donc dorénavant 45 900 animaux-équivalents.

Madame DELISLE Dominique souhaite pouvoir apporter de la souplesse dans le fonctionnement de son exploitation agricole et souhaite également actualiser les paramètres de mises en place au regard des pratiques observées aujourd'hui. Le pétitionnaire souhaite donc pouvoir élever différents types de volailles de chairs ainsi que de la poulette démarrées.

Les conduites envisagées sont répertoriées dans le tableau situé ci-dessous :

Espèce	Densité à la mise en place	Nombre d'animaux à la mise en place	Nombre de lots produits par an	Norme N / animal produit	Azote produit /an	Norme P / animal produit	Phosphore produit /an	Nombre d'emplacements	Coefficient animaux-équivalents	Nombre d'animaux équivalents
Coquelets	36	72 000	9.3	0.013	8 705	0.013	8 705	<b>72 000</b>	0.75	<b>54 000</b>
Poulets légers	30	60 000	8	0.022	<b>10 560</b>	0.021	<b>10 080</b>	60 000	0.85	51 000
Poulets standards	25	50 000	7	0.030	10 500	0.025	8 750	50 000	1	50 000
Poulets lourds	20	40 000	6	0.041	9 840	0.038	9 120	40 000	1.15	46 000
Dindes légères	11	22 000	5	0.085	9 350	0.083	9 130	22 000	2.2	48 400
Dindes médium	8	16 000	2.6	0.237	9 443	0.238	9 901	16 000	3	48 000
Dindes lourdes	6.5	13 000	2	0.341	8 866	0.385	10 010	13 000	3.5	45 500
Pintades	17	34 000	4	0.052	7 070	0.052	7 072	34 000	1	34 000
Poulettes démarrées	18	36 000	2.5	0.083	7 470	0.069	6 210	36 000	1	36 000

On constate, à la lecture de ce tableau que :



Selon les données qui figurent dans la circulaire du 20 décembre 2001 relative aux capacités de stockage des effluents d'élevages, la surface nécessaire pour pouvoir stocker des fumiers de volailles au sol pendant 4 mois sur une plate forme sans mur est de 80 m<sup>2</sup> pour 1 000 m<sup>2</sup> de poulailler en production.

Pour 2 000 m<sup>2</sup> en production, la surface nécessaire pour 4 mois de stockage est donc de 160 m<sup>2</sup>.

Le pétitionnaire, qui dispose de 2 000 m<sup>2</sup> de bâtiments en production, souhaite réaliser une plate forme de 105 m<sup>2</sup> soit une capacité d'environ 2.6 mois.

La conduite qui sera essentiellement réalisée par la pétitionnaire sur son exploitation sera la conduite en poulets légers pour laquelle la durée d'élevage varie entre 30 et 35 jours.

Les fumiers seront donc stockés, à minima, 30 jours sous les animaux puis 30 jours sur la plate forme de stockage avant ensuite d'être stockés au champ conformément à la réglementation.

La capacité de stockage nécessaire est donc d'un mois pour une plate forme qui disposera d'une capacité théorique de 2.6 mois. La surface de la plate forme envisagée est donc suffisante.

De plus, afin d'éviter toute formation d'écoulements, le fumier de volaille stocké sur la plate forme sera couvert en permanence par une bâche imperméable à l'eau mais perméable aux gaz (bâche type « Toptex »).

## 2) Eléments non modifiés dans le cadre du projet :

Les poulaillers ne sont pas modifiés dans le cadre du projet.

L'habitation du tiers le plus proche est située à environ 150 mètres du poulailler le plus proche.

Le cours d'eau le plus proche est située à environ 550 mètres au Nord Est du poulailler P2.

L'alimentation en eau du site est réalisée via un forage situé à 5 mètres du poulailler P2 et à 45 mètres du poulailler P1.

Le forage du pétitionnaire a été construit en 1992 mais n'avait pas été mentionné dans le précédent dossier installation classée du pétitionnaire. Le forage a été déclaré, auprès des services de la DDTM, le 28 février 2005.

Madame DELISLE souhaite pouvoir continuer à utiliser le forage et pour ce faire s'engage dans son dossier à respecter les dispositions définies en annexe 2 de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 modifié fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Une dérogation de distance vis à vis du forage et une prescription relative aux conditions d'utilisation et de protection du forage sont reprises dans le projet d'arrêté préfectoral d'autorisation proposé à l'avis du CODERST.

## 3) Gestion des déjections :

Le mode de gestion des déjections sur l'installation n'évolue pas entre la situation avant-projet et la situation après-projet. En effet, le pétitionnaire continuera de valoriser l'ensemble des effluents produits sur son installation par épandage sur ses terres exploitées en propre ainsi que sur les terres de prêteurs.

L'évolution du plan d'épandage entre la situation avant-projet et la situation après-projet porte sur :

- le retrait d'un prêteur existant, le GAEC DES ROCHERS ;
- l'intégration d'un nouveau prêteur, Monsieur LE GOAS Gérard ;

La production maximale annuelle d'azote organique et de phosphore organique sera, après-projet, de 10 560 UN et de 10 080 UP2O5 et sera gérée selon les modalités définies dans le tableau ci-dessous :

	SAU (Ha)	SDN (Ha)	N organique épandu	N organique / Ha SAU	N minéral épandu	N total / Ha SAU	P2O5 organique épandu	P2O5 minéral épandu	P2O5 total/ Ha SDN
Pétitionnaire	5.5	5.3	339	61.6	432	140.2	498	0	94
EARL L'HELIAS	122.2	119.7	14 883	121.8	6 784	177.3	9 279	0	77.5
EARL DU HETRE	60.7	59.8	9 433	155.4	2 223	192	5 414	0	95
LE GOAS Gérard	52.9	48.9	5 684	107.4	2 549	155.6	4 645	0	95
TOTAL	241.3	233.7	30 339	125.7	11 988	175.4	19 836	0	84.9

Il faut noter que le pétitionnaire a transmis, dans son dossier, un PVEF (plan de valorisation des effluents d'élevage et de fertilisation des cultures) pour son exploitation ainsi que pour les exploitations de ses 3 prêteurs de terres.

L'analyse des PVEF, transmis dans son dossier par le pétitionnaire, montre que l'exploitant et ses prêteurs de terres sont en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation, compte tenu des assolements et rotations proposés.

Les BGA sur les différentes exploitations sont les suivantes :

- - 28.6 UN/Ha de SAU sur les terres du pétitionnaire ;
- - 3.5 UN/Ha SAU sur les terres de l'EARL L'HELIAS ;
- 24.3 UN/Ha SAU sur les terres de l'EARL DU HETRE ;
- 9.5 UN/Ha SAU sur les terres de Monsieur LE GOAS GERARD.

Les SCH proposés dans les PVEF des différents exploitants sont cohérents.

Les rendements pris en compte sont cohérents et les modalités d'apport des effluents sont également cohérentes.

Il faut noter que l'EARL L'HELIAS, prêteur du pétitionnaire exploite des surfaces qui sont situées entre la commune de PLOUGONVER et la commune de CALANHEL soit entre 38 km et 45 Km du site d'exploitation de LANRODEC.

Le pétitionnaire a transmis, le 24 juillet 2014 au service instructeur les informations relatives aux modalités de transport des fumiers entre le site d'exploitation et les parcelles sus-mentionnées.

Le volume de fumier annuel à transporter sera d'environ 180 m3 par an à destination des terres les plus éloignées. Les surfaces concernées qui représentent environ 46 Ha et qui sont en cultures recevront à la fois du fumier de bovin en provenance de l'atelier bovin viande exploité par l'EARL L'HELIAS à proximité et du fumier de volaille en provenance de l'exploitation du pétitionnaire.

Deux modes de transport des fumiers de volailles sont envisagés :

- Tracteur + remorque avec une capacité de chargement de 40 m3 soit 5 aller-retour de 3 heures ;
- Transporteur avec semi-remorque à fond mouvant avec une capacité de chargement de 92 m3 soit 2 aller-retour de 2 heures.

Le pétitionnaire précise également que l'EARL L'HELIAS est d'ores et déjà prêteur de terres pour son exploitation et que les deux modes de transport détaillés ci-dessus ont déjà été expérimentés. La priorité sera donné au transport en semi-remorque.

## **Conclusion :**

Considérant que le projet de l'exploitant a pour objectif de mettre à jour les modalités de conduite de son installation ainsi que la gestion des déjections sans modification de la structure d'élevage.

Considérant que le pétitionnaire propose dans son dossier la création d'un ouvrage de stockage des fumiers de volailles afin de respecter les dispositions réglementaires applicables relatives au stockage au champ.

Considérant que les PVEF transmis dans le dossier montrent que l'exploitant et ses prêteurs de terres sont en capacité de respecter l'équilibre de la fertilisation, compte tenu des assolements et rotations proposés.

Je vous propose d'émettre un avis favorable à la demande du pétitionnaire, sous réserve du respect des prescriptions incluses dans le projet d'arrêté suivant :

## **ARTICLE 1 - BENEFICIAIRE ET PORTEE DE L'AUTORISATION**

### **1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation**

Madame DELISLE Dominique, ci-après dénommée l'éleveur, sise à LANRODEC au lieu dit « Le Guerglas » est autorisée à exploiter, à cette adresse, à moins de 35 mètres du forage de l'exploitation, un élevage de volailles sur litières (coquelets, poulets légers, poulets standards, poulets lourds, dindes légères, dindes médium, dindes lourdes, pintades et poulettes démarrées) conformément aux plans et mémoire annexés à la demande, **sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté** et sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 10 560 unités par an.

1.2. - Les prescriptions suivantes sont supprimées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Référence des articles correspondants du présent arrêté
AP du 17 juin 2003	Article 1 et 2	Articles 1 à 6

## **ARTICLE 2 - NATURE DES INSTALLATIONS**

### 2.1 - liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, D, NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
2111	1)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Classé au titre de la rubrique n°3660		1 coquelet = 0.75 AE	54 000	AE
3660	a)	A	Elevage de volailles	Volailles de chair au sol sur litière	Nombre total d'emplacements	> 40 000 emplacements	1 place de coquelet = 1 emplacement	72 000	Emplacements

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleurs techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
Elevage intensif de volailles ou de porcs : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles b) Avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de production (de plus de 30 kg) c) Avec plus de 750 emplacements pour les truies	3660	6.6 a) b) ou c)	Document de référence sur les meilleures techniques disponibles "Elevage intensif de volailles et de porcs" de juillet 2003.

A : (autorisation) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### 2.2 Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Sections	Parcelles
LANRODEC	Elevage de volailles	Section D	N° : 153, 154 et 159

Les installations citées à l'article 2.2 ci-dessus sont reportées avec leurs références sur le plan de situation de l'établissement annexé au présent arrêté.

### **ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT LES BATIMENTS D'ELEVAGE (POULAILLERS ET ANNEXES).**

#### **3.1. - Aménagement des bâtiments:**

3.1.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 000 m².

3.1.2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

3.1.3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

3.1.4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

3.1.5. - L'installation est toujours maintenue en bon état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

#### **3.2. - Sécurité :**

3.2.1. - Les isolants employés pour la construction et la rénovation des poulaillers et annexes devront être au minimum d'euroclasse feu de type D et la couverture des bâtiments en matériaux incombustibles de type A1 ou A2.

3.2.2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

3.2.3. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

3.2.4. - Installer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité minimale de 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n° 465 du 10 décembre 1951.

D'autre part, l'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à prévenir (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage branché sur une conduite d'eau sous pression sera installé à proximité d'une issue de l'élevage.

3.2.5. - Les bâtiments d'élevage et les annexes seront accessibles par une voie de 4 mètres de large au moins utilisable en toute circonstance et pouvant supporter le passage et le stationnement d'un engin de 19 tonnes.

#### **3.3. - Transfert des effluents bruts :**

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant et le repreneur. Sur ce bon sont indiqués :

- La date de départ.

- Le type de produit.
- Les quantités enlevées en tonnes et en m3.
- La dénomination de l'exploitant, son adresse et la parcelle de destination.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrées et leurs destinations finales. L'exploitant doit pouvoir tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons d'enlèvement qui devront être conservés au moins pendant cinq ans.

Si une convention de reprise n'était pas respectée ou renouvelée par les contractants ou rompue, le pétitionnaire devra, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation partielle de l'élevage.

#### **ARTICLE 4 : PRESCRIPTIONS PARTICULIERES RELATIVES AUX PUITES ET FORAGES EXISTANTS :**

Le forage existant sur la parcelle cadastrée section D n°159 ne répond pas aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 fixant les dispositions applicables aux puits et forages.

Par dérogation à l'arrêté sus-cité, l'exploitant est autorisé à utiliser cet ouvrage sous réserve du strict respect, dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté d'autorisation, des dispositions suivantes :

- un prélèvement d'eau provenant de cet ou ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;
- la protection en tête du forage doit être conforme aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004 concernant les buses et margelles ;
- les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage ;
- le forage ne doit pas se situer sur le passage d'une source de pollution mobile (passage d'animaux, tonnes à lisier, approvisionnement divers ; ...) ou à proximité d'une source de pollution fixe susceptible de se déverser vers l'ouvrage (stockage ou poste de préparation de solutions de produits phytosanitaires, ...) ;
- l'interconnexion avec le réseau public est interdite ;
- l'eau n'est pas destinée à la consommation humaine à l'exception de l'usage familial.

A défaut de respecter la totalité de ces prescriptions, l'ouvrage sera abandonné. Il sera comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon devra être signalé au service chargé de la police de l'eau et à l'inspection des installations classées.

#### **ARTICLE 5 : MTD**

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

#### **ARTICLE 6 : CONFORMITE AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION**

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et annexés au présent arrêté. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

***Pour le Directeur Départemental  
de la Protection des Populations  
Vu et transmis le 9 septembre 2014***

***L'Inspecteur de l'Environnement***

**SIGNE**  
***Le responsable du pôle  
Instruction élevages***

**SIGNE**  
***L'Inspecteur de l'Environnement***

***Yannick CORNEC***

***MARC Anthony***

